

l'activité de recherche et développement peut être aperçue en regardant les rapports entre les dépenses intra-muros de recherche et de développement du secteur des entreprises et le produit industriel intérieur tels que présentés au tableau 1.9 pour différents pays.

Finalement, le tableau 1.10 présente la répartition des dépenses au titre de la recherche et développement au Canada par source de financement et par secteur d'exécution pour l'année 1978-1979. Il ressort de ce tableau que les administrations publiques canadiennes contribuent 48.4% du financement total de recherche et développement, les entreprises commerciales 34% et les universités 13.4%. Au niveau de l'exécution, les administrations publiques en réalisent 31.2%, les entreprises commerciales 42.6% et les universités 25.5%. Une caractéristique importante du financement est que les gouvernements fournissent près de 41% des fonds de recherches des universités et comparativement seulement 16% des fonds des entreprises commerciales qui financent leurs activités de recherche et développement à près de 80%.

1.4.3 Dépenses en recherche et développement du gouvernement canadien pour fins militaires

A partir de l'information présentée dans la section précédente, il apparaît donc clairement que l'administration publique fédérale fut amenée à jouer un rôle important dans l'activité recherche et développement au Canada tant comme source de financement que comme secteur d'exécution.⁽³⁾ Nous allons maintenant considérer deux ministères et un organisme dont les activités en recherche et développement et les programmes peuvent avoir un caractère militaire. Pour l'année financière 1979, les ministères de l'Industrie et Commerce (MIC) et de la Défense nationale (MDN) avec le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) ont fourni \$365 millions au titre de la recherche et développement en sciences naturelles soit, près de 34% des dépenses totales de l'administration fédérale dans ce domaine.⁽⁴⁾ Considérons maintenant